

OECD *Multilingual Summaries*

Competitiveness in South East Europe

A Policy Outlook 2018

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264298576-en](https://doi.org/10.1787/9789264298576-en)

...

Pendant une grande partie de la dernière décennie, les économies de la région de l'Europe sud-orientale se sont engagées dans un programme global de réformes, dicté par la nécessité d'améliorer leur compétitivité et de renforcer la coopération régionale et l'efficacité de leur gouvernance économique. Malgré certains progrès dans l'application de ces réformes, cette région reste en proie à un chômage élevé, une croissance lente et divers problèmes d'infrastructures, en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie.

S'inscrivant dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne (UE), confirmée par la Stratégie pour les Balkans occidentaux récemment adoptée par la Commission européenne, et dans un cadre de coopération régionale renforcée, ce rapport – deuxième d'une série – vise à aider les économies participantes à élaborer des politiques meilleures en leur proposant une évaluation en profondeur de leurs performances économiques et de la compétitivité régionale au regard de 17 dimensions de l'action publique. Pour mener à bien cette évaluation, l'OCDE a travaillé en partenariat avec six économies de la région (l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo*, le Monténégro et la Serbie) de début 2016 à début 2018, de façon à leur fournir l'expertise et l'analyse factuelle nécessaires pour appuyer leur processus de réforme structurelle.

Cette publication offre un large panorama des principaux défis économiques et obstacles structurels auxquels se heurte la compétitivité en Europe sud orientale. Rédigé en étroite collaboration avec les pouvoirs publics des pays de cette région et moyennant la participation de plus de 1 000 acteurs régionaux, ce rapport repose sur un système rigoureux d'évaluations qualitatives et quantitatives de l'action publique. Il en résulte une étude exhaustive englobant plus de 600 indicateurs différents.

Depuis la dernière édition de la publication *Competitiveness in South East Europe: A Policy Outlook*, des progrès considérables ont été accomplis dans certains domaines. Les six économies évaluées ont adopté des stratégies visant à améliorer le niveau global d'éducation, mené des actions pour éliminer les obstacles techniques aux échanges et pris des mesures pour mettre en place de meilleurs mécanismes de financement des petites et moyennes entreprises (PME). Elles poursuivent leurs efforts en vue de développer l'accès au haut débit pour combler la fracture numérique, de s'attaquer aux facteurs d'inefficacité dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, et de répondre aux enjeux démographiques posés par le chômage de longue durée. Néanmoins, malgré ces avancées notables, ces économies restent confrontées à des défis socio économiques considérables à mesure qu'elles progressent sur la voie de la réforme structurelle et de la compétitivité régionale.

...

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Principaux défis

Dans l'ensemble de la région, les réformes structurelles sont encore entravées par une mise en œuvre insuffisante et un suivi inapproprié, tandis que le déficit de capital humain et les faiblesses du marché du travail limitent la capacité de croissance économique. D'un côté le faible taux de scolarisation des jeunes enfants et la persistance de la fracture numérique ont contribué à un déficit régional de compétences, de l'autre le sous financement chronique de la science, la technologie et l'innovation freine la transition de ces économies vers une société fondée sur la connaissance. Par rapport à des économies comparables, celles de l'Europe du sud orientale continuent de prendre du retard dans les domaines de la science, la technologie et l'innovation, phénomène exacerbé par la faiblesse des liens entre le monde des affaires et les milieux universitaires ainsi que par une fuite massive des cerveaux de la part des jeunes diplômés.

Dans les six économies étudiées, l'absence de financement des entreprises bride la croissance économique et compromet les perspectives qu'offre le libre jeu du marché et, en même temps, les inefficiences des systèmes de gestion et de recouvrement de l'impôt fragilisent les sources de recettes des administrations publiques. Ces inefficiences structurelles ont des conséquences négatives pour les PME et elles encouragent l'activité informelle. De plus, une application lacunaire de la politique de la concurrence – en particulier, dans les secteurs très concentrés de la banque, des services d'utilité publique et des transports – instaure des conditions de marché inéquitables. La région souffre aussi de la présence d'entreprises publiques lourdes à gérer, d'une évasion fiscale à grande échelle et de la faiblesse de la lutte contre la corruption, autant de facteurs qui portent atteinte à la productivité.

La réglementation excessive des échanges de biens et de services a augmenté les coûts d'exploitation des entreprises de ces économies, tout en entravant l'afflux de capitaux étrangers. Parmi les autres obstacles figurent le développement insuffisant des infrastructures de transport et l'inefficacité du marché des services d'utilité publique, qui se caractérise par un niveau élevé d'intégration verticale. S'agissant du développement durable, les politiques économiques ne favorisent pas une croissance économique respectueuse de l'environnement, ce qui porte atteinte à la santé publique et à la compétitivité à long terme.

La voie à suivre

Globalement, ces défis constituent autant d'obstacles majeurs à franchir pour la région. Il est donc indispensable d'élaborer des stratégies à court et moyen terme pour assurer la mise en œuvre des politiques publiques.

- Renforcer les compétences et l'innovation. Une des premières priorités de la région doit être d'investir dans la formation du capital humain et de renforcer l'efficacité du marché du travail. Les économies de l'Europe sud orientale doivent aussi s'employer à encourager la scolarisation des jeunes enfants en rendant la scolarité plus abordable. De plus, les pouvoirs publics doivent adopter une approche globale pour appuyer la transition vers une société fondée sur la connaissance, en intensifiant le soutien en faveur de l'excellence scientifique, l'absorption technologique et la croissance de l'entrepreneuriat, et pour créer une dynamique d'innovation en impliquant et fédérant les acteurs du monde des affaires, des milieux universitaires, des administrations publiques et de la société civile.
- Aider les entreprises à prospérer dans un environnement équitable. Les économies de l'Europe sud orientale doivent aussi donner la priorité à l'accès au financement en favorisant les sources alternatives de financement et le capital risque. Un effort dans ce sens serait bénéfique pour les PME et améliorerait les conditions pour tous les acteurs du marché en ouvrant des marchés du crédit excessivement restrictifs. De même, l'articulation entre les investissements directs étrangers et les PME doit être renforcée en donnant la priorité aux investissements à long terme et durables dans des secteurs novateurs et à hautes qualifications. Enfin, la région doit aussi porter l'effort sur la coordination de la lutte contre la corruption, notamment en offrant une protection plus solide aux lanceurs d'alerte dans l'ensemble des six économies.
- Développer des infrastructures à l'appui d'une croissance efficace et durable. À moyen terme, les économies de l'Europe sud orientale gagneraient à accroître leurs investissements dans les

infrastructures, notamment dans la refonte des secteurs des transports et de l'énergie. En particulier, une réforme ferroviaire et une amélioration des systèmes d'information sont nécessaires pour hisser la région à la hauteur des meilleures pratiques de l'OCDE et des normes de l'UE. De plus, ces économies doivent accorder une attention particulière aux normes techniques, notamment à l'harmonisation de la législation environnementale, afin de respecter les engagements internationaux. Dans le secteur de l'énergie, les cadres d'action doivent être mis pleinement en adéquation avec les objectifs climatiques, et les moyens institutionnels doivent être améliorés pour mener à bien les réformes en cours du marché de l'énergie.

Pour assurer la réussite de la réforme des politiques publiques, ces recommandations devront être adaptées au contexte particulier de chaque économie, tout en tenant compte des nombreux éléments communs et liens d'interdépendance inhérents à la région.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



Retrouvez le texte complet sur [OECD iLibrary!](#)

© OECD (2018), *Competitiveness in South East Europe: A Policy Outlook 2018*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264298576-en